Face aux ravages de la mondialisation et de la construction européenne capitalistes, il n'y a rien d'étonnant à ce que les réponses nationalistes et chauvines reprennent du poil de la bête.

Il y a chez les défenseurs du souverainisme – d'extrême droite, des marges de la droite et parfois aussi de la gauche – une bonne part de démagogie. L'exemple du parti grec fascisant Laos, qui a intégré un gouvernement sous contrôle direct de Merkozy et de la troïka (Union européenne, BCE, FMI), et dont l'objectif central est de sauver l'euro en intensifiant la guerre menée contre les classes populaires, montre les limites de telles proclamations. Mais surtout, les réponses souverainistes n'apportent aucune solution à la crise et, appliquées dans le cadre du système capitaliste, ne pourraient que l'aggraver.

La plus banale de ces propositions, communément défendue par des secteurs patronaux, consisterait à augmenter les droits de douane aux frontières de l'UE et/ou de la France, notamment face aux produits de pays considérés comme pratiquant un « dumping » social et/ou écologique. C'est la voie qui avait été choisie pendant la grande crise des années 1930. Elle a débouché sur une guerre des tarifs douaniers, préparant et annonçant… la guerre tout court. Les travailleurEs n'ont nul intérêt à un tel combat qui les verrait enrôlés, dans chaque pays, derrière leur propre bourgeoisie nationale. La solution se situe à un autre niveau : elle passe par des mesures mettant en cause les profits, le pouvoir et la propriété des grands groupes capitalistes et financiers (à commencer, ici, par ceux d'origine française) qui sont les principaux acteurs de cette mondialisation antisociale et anti-écologique.

Nous ne sommes pas non plus favorables aux demandes de « relocalisation » des productions, qui provoqueraient des vagues de licenciements dans les pays concernés. Autre chose est l'interdiction des délocalisations : il s'agit d'une application du mot d'ordre général d'interdiction des licenciements, face à des opérations de transfert de la production dont le motif unique est d'augmenter les profits. Autre chose encore est la réorganisation générale de la production dans des sociétés enfin débarrassées des lois capitalistes : les critères sociaux, écologiques et aussi internationalistes, de coopération entre les peuples entraîneront un mouvement naturel – et pacifique – de relocalisation des activités économiques.

La même chose peut être dite de la sortie de l'euro et de la remise en place de monnaies nationales. Sous des régimes capitalistes, une telle mesure déboucherait sur une suite de « dévaluations compétitives », autre expression de la guerre économique, dont les classes populaires sont toujours les premières victimes. En revanche, il est évident que tout pays qui s'engagerait dans une rupture anticapitaliste avec les politiques de Merkozy et de la troïka se trouverait obligé de rompre avec la BCE et l'euro – sauf cas très improbable d'un processus simultané dans tous les États centraux de l'UE.

À quoi s'ajoute le fait que l'UE et la zone euro sont des entités différenciées et hiérarchisées, permettant aux États impérialistes les plus forts (en premier lieu l'Allemagne, puis la France) de renforcer leur domination sur les États les plus faibles. Cela explique pourquoi l'ensemble des anticapitalistes grecs défendent aujourd'hui la sortie de l'euro, dans le cadre d'un programme d'urgence, de défense anticapitaliste des travailleurEs et de la population.

Jean-Philippe Divès

Publié dans : *Hebdo Tout est à nous* du 15 décembre 2011